

[Text]

Tout à l'heure, je faisais allusion à l'idée d'un conseil d'administration. C'est vraiment l'idée de dire: S'il y a 12 citoyens dans un district ou 15 citoyens dans une ville moyenne qui font partie de ce conseil d'administration, il faut que le chef de police et ses principaux adjoints prennent cela au sérieux, qu'il y ait un vrai échange, mais sans rêver en couleurs. Les citoyens ne sont pas des spécialistes. Ils ne pourront pas émettre des idées au niveau de la police opérationnelle, mais ils vont avoir des idées sur leur communauté et ils vont transmettre ces idées-là à leur communauté. Si c'est fait avec sérieux, ces gens-là vont s'impliquer pendant longtemps.

Finalement, le cinquième ingrédient est la participation active des élus politiques locaux au sein de ce qu'on appelle les conseils de sécurité publique. Il y a une grande différence et un grand changement depuis quelques années. Dans les années 80, j'avais eu l'occasion de travailler avec les maires et les conseillers municipaux dans le secteur de la police. Il était très clair que les politiciens qui s'occupaient du secteur de la police quand ils le devaient, c'est-à-dire à l'occasion du budget annuel, ne le faisaient qu'une fois par année. C'était un *one-shot operation*. Une fois par année, c'était le temps du budget de la municipalité. Cela comprenait le budget de la police, un gros morceau. Pendant quelques jours, on regardait cela de près, on discutait avec le chef de police et on disait: Peut-être devrions-nous faire une coupure de 4 p. 100 ou 5 p. 100, les temps sont durs, etc. On réglait cela, c'était fini et on passait à autre chose. La police, à moins d'un désastre particulier ou d'un coup d'éclat, ne revenait pas dans le paysage des élus politiques avant l'année suivante.

L'idée qui s'est développée en partie dans les années 80 et beaucoup à partir des années 90, c'est que les élus politiques, que ce soit le maire ou les conseillers municipaux, qui s'impliquent dans ce dossier-là sont des représentants de la population. Dans ce sens-là, il ne leur suffit pas de contrôler le budget. Ils doivent donner les grandes orientations de la police. Il y a une différence énorme entre ingérence politique et implication politique légitime en démocratie. Personne ne veut revenir à l'ingérence politique qui existait à l'occasion il y a 25 ou 30 ans, où le maire ou un conseiller disait: Tu vas fermer tel bordel ou tu vas enlever le permis à tel bar ou telle taverne. On ne veut pas revenir à cette période-là.

• 1000

Il s'agit de l'implication politique. Prenez le modèle de la prévention communautaire ou de la police communautaire. On veut que les policiers s'impliquent, soient en contact avec les commerçants, ouvrent des mini-postes. C'est l'élu politique qui doit décider de ces grandes orientations-là. Il devrait le faire de préférence en collaboration avec son chef de police et, s'il y a un conseil d'administration ou un conseil des citoyens, avec son conseil de citoyens. Ultimement, c'est sa responsabilité en démocratie que de donner ces grandes orientations-là et de répondre ainsi aux attentes des citoyens.

Donc, c'est sûr que c'est un ancien modèle, mais il y a des aspects nouveaux dans cette implication. Avec les citoyens, avec les élus politiques, pour la première fois, on le fait ou on veut le faire de plus en plus de façon rigoureuse.

[Translation]

I previously mentioned the idea of a board of directors. This is what I meant: 12 citizens from the city district or 15 citizens from an average-sized city would sit on this board of directors. Also present would be the chief of police and his chief lieutenants, who would have to take the board seriously, and engage in serious discussion while remaining realistic. Citizens are not experts. They could not speak out on police operations, but they could talk about their community. If this exchange is carried out in a serious manner, the citizens will stay involved for a long time.

The last prevention element is the active involvement of local elected officials in public safety councils. There's been a change in the last few years. In the 1980's, I worked with mayors and municipal councillors on police issues. It was obvious that politicians who worked on police issues when they had to, that is, at budget time only did so once a year. It was a one-shot operation. The municipal budget had to be drawn up once a year. That budget included the police budget, a not insignificant amount. For several days, police issues were closely examined and discussed with the chief of police. For example, it was suggested that 4% or 5% should be cut here or there, because times were bad and so on. The issue was settled and we moved on to something else. Unless an unforeseen event occurred, the police disappeared from the view of the politicians until the following year.

An idea that grew throughout part of the 1980's but mainly in the 1990's was that politicians, be it the mayor or municipal councillors, who involved themselves in these issues were representatives of the population. Therefore, it was not enough to simply control the budget. They must set the general policy for the police force. In a democratic system, there is an enormous difference between political interference and legitimate political involvement. No one wants to go back to the days of political interference 25 or 30 years ago, when the mayor or a city councillor ordered the police to shut down a particular brothel or take away the alcohol licence to a particular tavern. We do not want to go back to those days.

What we are looking for is political involvement. Take the model of community prevention or community policing. People want police officers to get involved, to be in contact with merchants, to open substations. It is the elected officials who have to decide major policy such as that one. It would be better for them to do so in cooperation with their chief of police, and with their citizens' council, if there is a board of directors or a citizens' council. In the final analysis, in a democratic system it is their responsibility to set these major policies, thereby meeting citizens' expectations.

This clearly is an old model, but there are new aspects to this involvement. For the first time, the people and the elected officials involved do it in an increasingly rigorous way.